

Gage de sincérité ou pressions externes ?

Le CMJD a décidé, unilatéralement, d'écourter la période de transition de 24 à 19 mois. L'événement est de taille, d'autant plus qu'il est incontestablement le gage d'un souci pour les héros du 03 août 2005 de quitter le pouvoir le plus tôt possible. Pourquoi une subite décision de réduire la période de transition alors que, logiquement, tout laissait croire que la période minimale sera de 24 mois ?

Lorsque la semaine dernière, le Premier Ministre, M. Sidi Mohamed Ould Boubacar a convié les responsables des partis politiques pour des consultations inopinées au Palais des Congrès, rares sont ceux qui étaient dans le secret des seigneurs. Tout le monde s'attendait à ce qu'il soumette à ses partenaires politiques des propositions relatives à la composition de la CENI. La surprise a fusé de la bouche du P.M.: «LE CMJD a décidé d'écourter la période de transition de 5 mois». «C'est le vœu de la majorité des participants aux résultats des journées nationales de concertation», ajoutait-il, pour justifier la décision. Et pour donner plus de crédibilité à son propos, il annonce le calendrier électoral qui comportera la fusion de deux scrutins, celui des municipales et des législatives. Tout semble bien se présenter et le soutien de la plupart des dirigeants politiques paraît être acquis, du moins pour le moment. Quelques heures plus tard, le P.M rencontre les journalistes. La même soupe verbale est servie en préambule. Plus curieux et visiblement assez sceptiques, les invités s'interrogent et font tourner le débat autour de la question. Un premier doute surgit : «n'y aurait-il pas une quelconque pression extérieure derrière cette décision inattendue du CMJD?», s'interroge un confrère. Le P.M occultera la question et focalisera sa réponse sur les avantages et les vertus du consensus. Il s'appuiera sur l'intérêt de mettre en application les résultats des journées nationales de concertation, devenues subitement la source de légitimité de tous les actes que pose le CMJD et son gouvernement.

Pourtant, au cours des journées nationales de concertation, la demande d'écourter la période de transition avait été à peine évoquée. Tout au plus, seulement deux partis politiques l'ont soulevé, et ce de manière assez laconique. Idem pour la fusion des élections municipales et législatives qui n'a été préconisée que par les représentants de l'UFP qui voyaient une économie de moyens, une réduction sensible de la marge des fraudes et des achats de conscience que certains harons du régime déchu chérissent, d'autant qu'ils disposent encore d'énormes moyens et des structures assez rodées dans la fraude et la malversation électorale dans le pays.

Réactions

La véritable raison de cet écourtement pourrait être ailleurs. Selon une source bien introduite, la hâte des militaires à se débarrasser vite du pouvoir politique serait dû, entre autres, à de multiples pressions exercées par l'Union Africaine et les États-Unis d'Amérique. Le Président en exercice de l'UA, le nigérian Ole-

gun Obasanjo, qui traîne dans son sillage les USA dans le dossier mauritanien, aurait fait part aux autorités de Nouakchott de son souci majeur de voir la période transitoire réduite à la plus courte durée possible pour permettre le retour rapide à un régime constitutionnel apaisé. L'Ambassadeur Vjraj Makhani, envoyé spécial de M. Konaré qui avait séjourné à Nouakchott tout au long des journées de concertation a transmis le message à qui de droit. Satisfait des réalisations de la Mauritanie en matière de concertations et des résultats prometteurs de celles-ci, l'Ambassadeur aurait donné son engagement à la Mauritanie d'œuvrer pour une évolution sensible de la position de l'UA par rapport au cas mauritanien, moyennant un geste symbolique fort du CMJD. Dans la foulée, des émissaires américains se sont succédés au Palais présidentiel. L'Ambassadeur Le Baron, suivi par le président du groupe d'affaires américain Johnson, assez influent dans les milieux républicains contrôlant le Congrès et la Chambre des représentants, ainsi que les membres du NDA (observatoire américain pour la démocratie) et le très influent lobbyiste Hermann Cohen, ancien sous-secrétaire d'État américain chargé des affaires africaines, ont été reçus respectivement dans la journée du 31 octobre 2005 et dans la première semaine du présent mois de novembre. Tout ce beau monde aurait plaidé auprès du Président du CMJD en faveur d'une réduction sensible de la période de transition, comme le voudrait, semble-t-il, la Maison Blanche systématiquement alignée sur la position de l'UA. Ces pressions conjointes, voire croisées, ont fini par convaincre le CMJD de céder le plancher devenu incandescent de la Présidence de la République. C'est aussi l'occasion pour lui de se débarrasser, au plus vite, de cette chaude braise, qu'est la lourde gestion des affaires complexes du pays. Ce n'est d'ailleurs pas par hasard que la première réaction à cette décision ait émané de l'Union Africaine qui a salué le geste, réitéré son souhait d'accompagner la Mauritanie dans sa transition et appelé les autres pays de la communauté internationale à faire de même et d'apporter toute forme de soutien possible au pays durant cette période. Cette réaction est une victoire de taille pour le CMJD qui a réussi à gagner la confiance et le soutien tant réticent de l'UA et au-delà, celui des USA.

Le Colonel Ely peut se frotter les mains, en attendant de voir la réaction des autres partenaires. Pour l'heure, les autres principaux amis de la Mauritanie, à savoir les Nations Unies et l'Union Européenne n'ont pas encore rendu public leur réaction. L'UE qui semble encore réservée, malgré un semblant de sou-

tien tacite à la transition, n'a jusque-là fait aucun signe particulier à l'égard de la Mauritanie depuis le coup d'État du 03 août.

Sincérité

Tous comptes faits, la réduction de la période de transition est une bonne chose en soi. C'est même le gage d'une maturité certaine, car une transition qui ne gagnerait pas le soutien des partenaires, alliés traditionnels et pays amis, est toujours à risque. Des pays pauvres, structurellement fragiles et économiquement dépendants ne peuvent pas se permettre le luxe de se mettre des partenaires de taille et des alliés traditionnels sur le dos. En répondant favorablement à leurs attentes, qui sont, en définitive aussi, celles du peuple mauritanien, le CMJD a donné, encore une fois, la preuve de la sincérité de ses engagements. Et c'est très important pour le reste de la période de transition et pour les mécanismes de gestion politique. La seule crainte que l'on pourrait avoir par rapport à cette décision est de savoir si elle n'aura pas une mauvaise influence sur la qualité du colossal travail encore à accomplir. Les exigences de la transition sont nombreuses, les angles à arrondir assez éparpillés, les détails à régler assez fins, les attentes à satisfaire complexes, multiples, voire souvent carrément contradictoires et les équilibres à maintenir très fragiles. Les soldats de la transition doivent s'armer de sang froid et de patience pour que le consensus dégagé lors des journées nationales de concertation soit suivi d'effet. Ils se doivent d'être patients et rigoureux dans le travail qu'ils auront à accomplir. La première phase de la transition est en effet déclenchée par le large consensus sur papier obtenu lors des journées de concertation. Un premier pas a été franchi par l'adoption par le CMJD et le gouvernement des actes consacrant les journées de concertation, la publication de l'ordonnance instituant la CENI et la très prochaine désignation de ses membres. Peut-être de choses reste à faire. C'est jouable, à condition que la bonne foi soit là, à tous les niveaux !

Opportun

Il va falloir que des décisions courageuses et nettes soient prises, notamment en ce qui concerne les outils et le personnel qui sera chargé d'exécuter le travail. L'opinion ne comprend pas que les responsables de l'ancien système installés à la tête des départements d'importance à l'intérieur, dans l'administration territoriale, au niveau de la police et de certains autres services, notamment au ministère de la communication et dans le secteur public de l'audiovisuel demeurent toujours en place. Si tel est le choix définitif du CMJD, il y a de forts

risques que le statu quo brouille les cartes de la transition. Les vieilles méthodes, celles de l'ancien système, sont le fait d'hommes toujours en place. Le bon sens voudrait que, pour changer de système et de méthode, il faille faire appel à des hommes nouveaux, à des méthodes nouvelles et à des visions plus modernistes et plus actives dans le bon sens.

L'autre grande interrogation pour les Mauritanais porte sur la question suivante : comment le gouvernement de transition compte-t-il s'y prendre pour mettre en pratique les recommandations des journées de concertation ? Des problèmes cruciaux et épineux ont été évoqués et un appel pressant à leur solution lancé et consigné dans les actes.

Certes, il serait utopique d'exiger que des solutions de toutes les questions consignées dans les rapports soient tout de suite trouvées, mais il est opportun que des ébauches de solution soient préparées et pensées. C'est le cas notamment du dossier épineux des réfugiés et du passif humanitaire. Une esquisse claire et raisonnable de leur résolution doit être disponible afin d'alléger une éventuelle pression déstabilisatrice sur le premier gouvernement démocratique élu. Il est certain que le gouvernement de transition ne pourrait que très difficilement inclure ces dossiers dans son programme écourté, mais ceci ne doit nullement signifier une fuite en avant de sa part sur la question. Les réfugiés et déportés, jadis contraints par l'État (Administration territoriale, Police, Armée et Gendarmerie) ne voient pas d'un bon œil que le credo du pouvoir actuel se limite à une hypothétique ouverture des frontières qui équivaldrait à leur demander de consentir, gratuitement, à un douloureux effort d'oubli et de pardon, sans que l'État ne reconnaisse sa responsabilité et ne prenne des décisions fermes pour leur indemnisation, leur rétablissement dans leurs terres et leurs droits.

Ce que le CMJD et son gouvernement veulent royalement ignorer, c'est la sensibilité de la question pour un très grand pan de la société mauritanienne. Une transition réussie ne saurait se faire sans une vision claire, nette et tranchée par rapport à ces questions. Maintenant que le terrain est royalement balisé par les journées de concertation, des solutions peuvent être trouvées par le dialogue et la concertation avec les intéressés, directement ou par intermédiaires, dans le seul souci de désamorcer le problème. Il y va du retour de la confiance entre Mauritanais et de la réussite de la période post-transition.